

20230915 Le Monde

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/15/l-ile-de-lampedusa-epicentre-de-la-crise-de-la-gestion-des-flux-migratoires-par-les-etats-europeens_6189471_3210.html

L'île de Lampedusa, où plus de 6 000 migrants sont arrivés cette semaine, au cœur de la gestion des flux migratoires vers l'Europe

La petite île italienne a accueilli, mercredi, jusqu'à 6 800 personnes arrivées de Tunisie. Cette situation remet en cause la ligne défendue par Giorgia Meloni sur la politique migratoire.

Par [Allan Kaval](#)(Rome, correspondant) et [Thomas Wieder](#)(Berlin, correspondant)

Article réservé aux abonnés



Des migrants, devant le centre d'accueil de l'île italienne de Lampedusa, le 14 septembre 2023. ALESSANDRO SERRANO / AFP

Avec des milliers de personnes épuisées et échouées sur ses côtes, des structures d'accueil au bord de l'effondrement, de brèves scènes de chaos relayées par les réseaux sociaux et des tentatives de récupération politique, la situation de Lampedusa a cristallisé une nouvelle fois la crise de la gestion par les Etats européens des flux migratoires en Méditerranée. Terre italienne située à moins de 150 kilomètres des côtes africaines, la petite île de 7 000 habitants a accueilli, mercredi 13 septembre, jusqu'à 6 800 personnes, majoritairement originaires d'Afrique subsaharienne et arrivées de la Tunisie voisine à bord d'embarcations de fortune.

Lire aussi : [Lampedusa : Emmanuel Macron défend le « devoir de solidarité européenne » envers l'Italie](#)

Jeudi soir, après une journée sans débarquement significatif, la Croix-Rouge italienne, chargée du centre d'accueil de l'île, conçu pour 600 places d'hébergements, absorbait encore le choc de la veille en pourvoyant aux besoins de 2 000 à 3 000 personnes, tandis qu'une flotte de navires militaires et privés poursuivait les évacuations vers les ports italiens. « *Une pareille situation n'a jamais été vue sur l'île* », affirme au *Monde* Rosario Valastro, le président de la Croix-Rouge italienne. Il décrit un système d'accueil soumis, du fait de conditions météorologiques favorables, à une pression extrême, absolument insuffisant pour y faire face.

Déjà durement mis à l'épreuve par l'augmentation des arrivées sur l'île au cours de l'année, son fonctionnement prévoit que les migrants soient transférés dans un centre d'accueil, le « hotspot », avant de quitter l'île pour d'autres structures. Or les personnes arrivées massivement mercredi n'ont pas pu avoir accès à l'assistance normalement assurée par la Croix-Rouge et par des volontaires présents dans l'île. « *Il était impossible de canaliser la situation et de répondre aux besoins, cela a créé des retards, des moments d'hostilité, des fortes tensions* », raconte M. Valastro.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [A Lampedusa, la tragédie des migrants se répète : « On a perdu l'habitude de voir des rescapés »](#)

Affaiblis, affamés et assoiffés, des migrants à peine débarqués comptant parmi eux des mineurs isolés se sont ainsi retrouvés livrés à eux-mêmes sur une petite île touristique redevenue en 2023 la principale voie d'accès au continent européen depuis que la route migratoire tunisienne est devenue la plus empruntée en Méditerranée.

Tandis que la municipalité de l'île déclarait l'état d'urgence, les scènes de chaos à proximité d'un centre d'accueil débordé, les images d'une ligne de policiers repoussant une foule tentant de franchir un cordon de sécurité, rapidement diffusées sur les réseaux sociaux, ont davantage marqué les esprits dans les premières heures que les témoignages de solidarité pourtant nombreux des habitants et des touristes encore très présents en cette fin de saison.

Des centres d'accueil à saturation

La crise survenue mercredi révèle en réalité une impasse structurelle. La transformation des routes migratoires, déterminées par les choix politiques européens en matière de gestion des flux, fait de Lampedusa une étape obligée pour la plupart des candidats à l'exil du continent africain. Or cette île, dont la superficie excède à peine les 20 kilomètres carrés, se trouve dans un état de tension quasi permanent qui ne peut être atténué en aval des arrivées. « *Il est impossible d'agrandir le "hotspot". On ne peut pas en construire un nouveau. On ne peut pas augmenter les capacités*, explique M. Valastro, *l'île est tout simplement trop petite.* »

Au-delà de Lampedusa, les centres d'accueil du continent arrivent eux aussi à saturation, près de 123 700 migrants ayant débarqué sur le territoire italien au 13 septembre selon les autorités, provoquant la colère des élus locaux.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En Italie, les naufrages se succèdent près de Lampedusa](#)

La situation de l'île remet par ailleurs en cause la ligne défendue par Giorgia Meloni. Selon la présidente du conseil, les flux migratoires devraient être réduits en limitant drastiquement l'action des organisations non gouvernementales de sauvetage en mer et, en amont du territoire italien, par l'octroi par l'Union européenne (UE) d'avantages aux Etats de transit en échange d'un meilleur contrôle des départs.

Mercredi, pourtant, des milliers de personnes migrantes abordaient Lampedusa en provenance de Tunisie au moment même où, [prononçant son discours sur l'état de l'UE, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen](#), se félicitait d'un accord politique conclu en juillet avec le président tunisien, Kaïs Saïed.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Les eurodéputés critiques du partenariat UE-Tunisie sur la migration](#)

[Le texte, également signé par Giorgia Meloni](#), conditionne en des termes imprécis une aide économique européenne à une coopération plus étroite sur les migrations. Le même jour, les membres d'une délégation parlementaire européenne se voyaient interdits d'entrée sur le territoire tunisien après que des critiques sur l'accord en question ont été formulées.



Un migrant dort devant le centre d'accueil de l'île italienne de Lampedusa, le 14 septembre 2023.
ALESSANDRO SERRANO / AFP

Difficultés des Etats membres de l'UE à s'entendre

Jeudi, après les événements survenus à Lampedusa, Bruxelles a évoqué des « *contacts étroits* » avec Rome et de futures aides opérationnelles et financières. Après un entretien avec la commissaire européenne aux affaires intérieures, Ylva Johansson, le ministre italien de l'intérieur, Matteo Piantedosi, a aussi fait état d'un accord sur « *une nouvelle stratégie opérationnelle européenne contre les trafiquants d'êtres humains* ».

Ces déclarations intervenaient toutefois après que l'Allemagne et la France ont annoncé des mesures visant à limiter l'entrée sur leurs territoires de migrants irréguliers transitant par l'Italie, symptôme des difficultés qu'ont les Etats membres à s'entendre sur le dossier.

Lire aussi : [L'Allemagne n'accepte plus de migrants venant d'Italie « jusqu'à nouvel ordre »](#)

Malgré l'accord trouvé en juin sur la réforme des politiques migratoires, l'Allemagne a ainsi annoncé qu'elle suspendait le mécanisme volontaire de solidarité européen, dont le but est d'aider les pays d'arrivée des migrants en relocalisant une partie d'entre eux dans des pays tiers. Pour justifier sa décision, Berlin accuse Rome de ne pas reprendre les demandeurs d'asile qui se trouvent en Allemagne, mais dont le dossier devrait être traité en Italie, pays de leur première entrée en Europe, en vertu du règlement de Dublin. Sur 12 452 personnes concernées depuis le début de l'année, l'Italie n'en aurait repris que dix, selon le ministère allemand de l'intérieur.

Depuis plusieurs mois, de nombreux élus locaux accusent le gouvernement fédéral de les laisser démunis face aux arrivées de migrants de plus en plus nombreux, et le sujet est d'autant plus inflammable que la ministre allemande de l'intérieur, Nancy Faeser, est en campagne comme tête de liste du Parti social-démocrate (SPD) pour les élections régionales en Hesse qui auront lieu le 8 octobre.

Un signal de fermeté du chancelier allemand, Olaf Scholz

La décision concernant les migrants en provenance d'Italie doit donc aussi se lire comme un signal de fermeté adressé par le gouvernement d'Olaf Scholz à une droite et à une extrême droite qui ne manquent pas une occasion de l'accuser de laxisme en matière de politique migratoire. « *La crainte d'une nouvelle montée de la droite populiste pousse le ministère à fermer de plus en plus les frontières. Or, céder à la pression de la droite ne fait que renforcer l'extrême droite* », estime le porte-parole de l'association allemande de défense des migrants Pro Asyl, Karl Kopp.

Lire aussi : [Les demandes d'asile dans l'Union européenne, la Norvège et la Suisse en hausse de 28 % au premier semestre](#)

Côté français, mardi, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a aussi annoncé depuis Menton (Alpes-Maritimes) – et en réponse à l'augmentation des arrivées de migrants en situation irrégulière en provenance d'Italie – le renforcement du dispositif de contrôle à la frontière. Signe de la centralité de ce thème dans la campagne pour les élections européennes de juin 2024, [Marion Maréchal, tête de liste du parti Reconquête ! pour ce scrutin](#), proche de la famille politique de Giorgia Meloni, s'est rendue jeudi dans la soirée à Lampedusa.

[Allan Kaval\(Rome, correspondant\)](#) et [Thomas Wieder\(Berlin, correspondant\)](#)